

sécurité et de lutte contre l'incendie. A certains endroits, cette intégration est chose faite. A d'autres, tels la base navale de Point-Edward, les fonctionnaires compétents du ministère ont recommandé de n'apporter aucun changement à la situation actuelle.

RADIO-CANADA

LACOMBE (ALB.)—ON SONGERAIT À DÉPLACER LA STATION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. S. Speakman (Wetaskiwin): Le ministre du Revenu national est-il en mesure de répondre à la question que je lui ai posée le 16 février au sujet de la station d'émission CBX qu'on aurait l'intention de déménager de Lacombe (Alb.)?

L'hon. George C. Nowlan (ministre du Revenu national): Je ne veux pas donner de réponse officielle à cette question aujourd'hui, monsieur l'Orateur. J'ai été avisé qu'un rapport écrit m'était envoyé et je préfère attendre cette réponse.

LES SUBSIDES

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances) propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

LE CHÔMAGE—POLITIQUE MONÉTAIRE DU GOUVERNEMENT ET GESTION DE LA DETTE

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, la semaine passée, nous avons appris qu'à la date du 15 janvier, 10.8 p. 100 de la main d'œuvre au pays était en chômage, que le chômage n'avait jamais atteint ce niveau depuis la guerre, voire depuis vingt ans, et que c'est le plus élevé jamais atteint dans un pays industrialisé de l'Occident.

Chose certaine, monsieur l'Orateur, cette triste situation ne cesse d'inquiéter les membres de la Chambre et, en particulier, je pense, le ministre du Travail qu'intéressent plus spécialement les questions relatives à l'embauche. Que des ministres de la Couronne parcourent le pays et, au lieu de soumettre des propositions pratiques, se moquent de l'attitude de l'opposition quand ces chiffres, si pénibles pour tous, sont annoncés à la Chambre, voilà qui n'est guère de nature à faciliter la recherche des moyens propres à remédier à la situation. L'autre jour le ministre du Commerce, dont nous déplorons l'absence aujourd'hui, disait, dans un discours prononcé à Arnprior:

Il est réconfortant de voir un homme comme le président Kennedy envisager la situation qui s'offre à la nation.

Il aurait été encore plus réconfortant de voir le gouvernement canadien, après trois ans et demi de pouvoir, non seulement envisager la situation, mais aussi prendre les moyens d'y porter vraiment remède. Jusqu'à tout récemment, le gouvernement se refusait à voir la situation: il lui était donc difficile d'y remédier. Au début de 1960, lorsque nous avons supplié qu'on remédie à la situation qui était déjà assez grave, les membres du gouvernement nous ont tenu des propos rassurants et nous nous sommes fait qualifier de prophètes de malheur pour avoir osé soulever pareilles questions. A cet égard, l'exposé budgétaire du ministre des Finances présenté en avril dernier est le meilleur exemple de ce genre de réaction.

L'hon. M. Fleming: C'était en mars.

L'hon. M. Pearson: En mars, pardon. Plus récemment, le premier ministre a refusé d'admettre que la session convoquée l'automne dernier était en quelque sorte une session spéciale en vue d'enrayer la grave crise de chômage dont on niait l'existence à ce moment-là. A l'heure actuelle, on persiste obstinément à nier l'existence d'une régression au Canada, même si elle a commencé il y a un an et même si le président des États-Unis ne craint pas d'utiliser ce mot dans son propre pays où la situation n'est pas aussi difficile qu'au Canada, en ce qui a trait au chômage, et à certains autres points de vue. De toute évidence, les ministres ont reçu l'ordre de changer le ton de leurs déclarations et on ne les entend plus dire, pour le moment du moins, que le chômage s'atténuera avec la fin de l'hiver.

L'hon. M. Martin: Sauf le ministre des Finances.

L'hon. M. Pearson: Dans le discours qu'il a prononcé à Arnprior il y a quelques semaines, et dont j'ai déjà parlé, le ministre du Commerce a déclaré ceci:

Les temps sont difficiles et la situation va s'aggraver avant de s'améliorer.

Le ministre des Travaux publics a tenu les mêmes propos et au cours de la fin de semaine, le ministre du Revenu national a dit lui aussi à London, que la situation empirerait probablement avant de s'améliorer. Je me dois d'avertir ces ministres que suivant leurs propres réponses à nos déclarations, ils s'exposent à être qualifiés eux-mêmes de prophètes de malheur, à donner aide et réconfort à l'ennemi communiste, pour citer l'interprétation donnée par un ministre de la Couronne à des déclarations que nous avons faites il n'y a pas si longtemps.

Leurs propos, ou du moins certains d'entre eux, sont peut-être un peu plus conformes à la réalité aujourd'hui, mais ils n'ont pas